

MONDE

La bande de Gaza : blocus. Le ministre de la défense israélien, Ehoud BARAK, a ordonné la fermeture de tous les passages avec la bande de Gaza en réponse à la quarantaine de roquettes tirées dans la journée depuis ce territoire. Décrétée « *entité hostile* » après sa prise de contrôle par le Hamas, la bande de Gaza, où vivent 1,3 million de Palestiniens, s'était vue imposer des sanctions économiques mais jamais de blocus général. « *Il y a une guerre en cours, et nous ferons tout notre possible pour mettre fin à ces tirs inacceptables (...). Nous allons continuer de lutter sans merci contre le Hamas, le Jihad (islamique) et tous nos ennemis* », a déclaré M. OLMERT.

Le Président SARKOZY dans le Golfe... Une base française aux Emirats-arabes-unis. Elle fera face au détroit d'Ormuz, par où transitent 40 % du pétrole mondial et abritera 400 à 500 soldats d'ici à 2009. Gros contrat pour Areva au Qatar Le groupe a signé hier un contrat de 470 millions d'euros dans le domaine de la distribution électrique à l'occasion de la visite de Nicolas SARKOZY.

Crise financière internationale. Réunion des Ministres des Finances français, allemand, britannique et italien à Paris. Rassurants pour l'Europe et ses capacités à surmonter la crise mais divisés sur les remèdes. Pour le moment, la crise - conséquence de la crise immobilière américaine - ne s'est pas propagée « *à l'économie réelle* » de l'Union européenne, mais il y a des risques. Prochaines réunions des chefs d'Etats et de Gouvernements de ces pays le 29 janvier à Londres. A noter aussi qu'un sommet des ministres des Finances et les patrons des banques centrales du G7, le groupe des sept pays les plus industrialisés, aura lieu le 9 février à Tokyo.

L'OTAN au piquet en Afghanistan. Sanction de Robert GATES. Le secrétaire américain à la Défense qui a vertement critiqué, dans un entretien au Los Angeles Times, les compétences des forces de l'Otan dans le sud de l'Afghanistan en matière de contre-insurrection. Ces forces (principalement composées de soldats britanniques, canadiens et néerlandais) ne sont pas suffisamment préparées à combattre les insurgés talibans, mais entraînées pour des opérations classiques comme au temps de la Guerre froide... Les critiques ont été mal accueillies à l'Otan, ainsi qu'aux Pays-Bas et au Canada.

Attentat anti-américain à Beyrouth. 3 morts (deux libanais, et un passant syrien) et 26 blessés. Une voiture piégée a provoqué l'explosion d'un véhicule de l'ambassade des Etats-Unis. C'est la première attaque contre des diplomates américains au Liban en un peu plus de vingt ans.

Election présidentielle en Serbie ce dimanche, avant la proclamation unilatérale de l'indépendance du Kosovo. Le Président sortant pro-européen Boris TADIC est au coude à coude dans les derniers sondages avec Tomislav NOKOLIC, du Parti Radical serbe.

EUROPE

Présidence de l'UE : BALLADUR vote contre BLAIR. L'ancien Premier ministre estime que l'ancien chef du Gouvernement britannique « *ne peut être le président* » de l'Union européenne, en raison de sa proximité avec les Etats-Unis. Selon lui, Tony BLAIR ne « *rempli pas deux conditions* » : « *être issu d'un pays qui adhère complètement aux progrès de l'Union et participer à toutes ses formes de coopération* » et « *être déterminé à bâtir [...] l'indépendance de l'Europe* ». « *Comment M. BLAIR serait-il crédible pour incarner cette ambition, alors que, dans la désastreuse affaire irakienne, il s'est avec zèle toujours tenu aux côtés des Etats-Unis, quand il ne les a pas inspirés ?* », ajoute-il.

« **Nous ne nous battons pas pour être les vedettes** », a dit devant les eurodéputés, Janez JANSKA, chef du gouvernement slovène, dont le pays préside l'UE. « *La présidence de la Slovénie ne sera peut-être pas aussi grandiose que celle de la France, elle n'aura peut-être pas l'écho de la présidence allemande, (...) mais nous promettons (...) de nous concentrer sur la substance* ».

Démission du Ministre de la Justice italienne, PRODI assure l'intérim confié par le Président de la République, Giorgio NAPOLITANO. Le ministre de la justice, Clemente MASTELLA a annoncé que son parti, l'UDEUR, n'apportera plus son soutien automatique à la politique de PRODI.

Espagne : ZAPATERO dissout le Parlement. Les élections législatives se tiendront le 9 mars. Le chef du gouvernement est candidat à un 2nd mandat de quatre ans.

Le Premier ministre grec en visite officielle en Turquie, du 23 au 25 janvier. C'est la première depuis 50 ans.

AFRIQUE – AMÉRIQUE – ASIE

Primaires américaines : ROMNEY en tête dans le Michigan. L'ex-gouverneur du Massachusetts a remporté la primaire républicaine devant John McCain. Les candidats à l'investiture républicaine sont donc à égalité. A suivre : Caucus républicain et démocrate dans le Nevada (ouest) et primaires républicaines en Caroline du Sud (sud-est)

Ecroués pour « complot » en Côte d'Ivoire. 10 personnes, dont 2 Français, inculpées pour attentat et complot contre l'autorité de l'Etat.

Le Brésil à Cuba. Pour la 1^{ère} fois depuis 3 mois, une vidéo diffusée à la télévision cubaine montre Fidel CASTRO lors d'un entretien avec le président brésilien, Luiz Inacio da SILVA. Le « *lider maximo* » y paraît amaigri mais de bonne humeur.

POLITIQUE INTÉRIEURE

PONCELET contre l'avant-projet de loi de réforme des institutions qui prévoit la prise de parole du Président de la République au Sénat ou à l'Assemblée nationale. Le Président du Sénat y est d'autant plus hostile que, dit-il, « *s'il y a débat, il peut y avoir des propos "inélégants" qui pourraient saper l'autorité du Président de la République à cette occasion* ». En revanche, Christian PONCELET penche pour une communication devant le Parlement réuni en Congrès à Versailles. Cela pourrait lui permettre « *de venir tirer les conséquences de l'année écoulée et annoncer les grandes orientations de l'année à venir* ». La révision constitutionnelle pour moderniser les institutions, qui nécessite un vote des 3/5èmes du Parlement, a été renvoyée après les municipales.

Tous bons. « *Aucun compte d'un candidat à la présidentielle n'a été rejeté* ». La commission a contrôlé les comptes de campagne des prétendants à l'Élysée. Les dépenses globales des candidats ont atteint « *environ 76 millions d'euros* ». Le candidat le moins dépensier a été Gérard SCHIVARDI (près de 713.000 euros), suivi de Frédéric NIHOUS (quelque 840.000 euros). Nicolas SARKOZY a dépensé 20,962 millions d'euros contre 20,615 millions à Ségolène ROYAL. La Commission a toutefois refusé de prendre en compte plus d'un tiers des dépenses de maquillage des deux finalistes, qui s'élevaient respectivement à plus de 34.445 euros pour le candidat élu, et à 51.659 euros pour la finaliste socialiste.

Police de proximité : le retour dans le 93. La Ministre de l'Intérieur, Michèle ALLIOT-MARIE a annoncé la création à titre expérimental en Seine-Saint-Denis d'une police de quartier.

Le Président du Sénat de nouveau candidat... aux prochaines cantonales et briguera un nouveau mandat à la présidence du conseil général des Vosges.

Décès du dirigeant trotskiste Pierre LAMBERT. De son vrai nom Pierre BOUSSEL, il avait dirigé l'OCI (Organisation communiste internationaliste), dans laquelle avait milité Lionel JOSPIN dans les années 60. Il avait totalisé 0,38% des voix à la présidentielle de 1988.

Mauvais score. 48% des sondés déclarent avoir une « mauvaise opinion » du Président de la République, contre 45% affirmant en avoir une « bonne ». Ils étaient 51% de satisfaits et 43% de mécontents en décembre 2007, soit une baisse de popularité de 6 points en un mois. Son Premier ministre, François FILLON récolte quant à lui autant d'opinions favorables que défavorables (43%), gagnant deux points auprès des satisfaits depuis le mois de décembre.

PARLEMENT

Assemblée nationale

Les nouveaux droits des victimes : indemnisation. Unanimité à l'Assemblée. Les députés ont décidé que les propriétaires à revenu modeste se verraient indemniser leurs voitures brûlées jusqu'à 4.000 euros, lorsque les revenus des victimes ne dépassent pas 1,5 fois le Smic. En France, le nombre de voitures incendiées est estimé à 45.000 par an.

Révision de la Constitution. 304 voix pour, 77 contre. L'Assemblée nationale a voté pour la révision. C'est le préalable à la ratification du traité européen de Lisbonne. L'UMP et le Nouveau centre

ont voté pour, le PCF contre. Les socialistes se sont abstenus en grande partie, mais certains ont voté contre pour protester contre la décision du Président Nicolas SARKOZY de passer par la voie parlementaire pour ratifier le nouveau traité. Tous les pays membres de l'UE - sauf l'Irlande - ont choisi la voie parlementaire pour ratifier le traité de Lisbonne. Le projet de loi sera présenté au Sénat les 29 et 30 janvier. Le congrès se réunira le 4 février à Versailles.

Interdiction des déficits budgétaires ? Les députés ont reporté sine die un texte du Nouveau centre qui tendait à inscrire dans la Constitution l'interdiction des déficits de fonctionnement de l'Etat à l'horizon 2012. Le gouvernement a renvoyé le débat à une table ronde à Bercy la semaine prochaine, et les députés ont voté le retour du texte en commission.

Sénat

Affaires étrangères. Election de Josselin de ROHAN, ancien Président du Groupe UMP du Sénat, à la Présidence de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées. Robert del PICCHIA a été réélu au poste de représentant du Sénat au Conseil d'administration de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE).

Henri de RAINCOURT prend la tête du Groupe UMP du Sénat. Cet ancien RI avait fondé le Groupe avec Xavier de VILLEPIN, Union centriste et Josselin de ROHAN, RPR.

CONSEIL DES MINISTRES

Projets de loi. Contrôle et gestion des eaux de ballast et sédiments des navires.

Communications : Le mémorandum pour favoriser une organisation responsable des filières agroalimentaires dans l'intérêt des agriculteurs et des consommateurs. / La mise en œuvre de la loi du 21 août 2007 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs. La politique en faveur de la croissance des PME.

ÉCONOMIE - DÉFENSE

Croissance. La ministre de l'Economie Christine LAGARDE a révisé à la baisse la prévision de croissance française pour 2008, tablant désormais sur un chiffre « proche de 2% » et non plus sur une progression de 2 à 2,5%. La Président américain Georges W BUSH doit prononcer un discours de relance économique très attendu.

Buenos Aires – Rosario – Cordoba en 3 H au lieu de 14 h actuellement. Les villes argentines seront reliées dans trois ans par le TGV d'Alstom baptisé « Cobra ». Ce sera le premier TGV d'Amérique latine. L'adjudication de ce contrat de 1,3 milliard de dollars a eu lieu à Buenos Aires en présence de la Présidente argentine Cristina KIRCHNER et de Dominique BUSSERAU, le secrétaire d'Etat français aux Transports.

Percée d'Alstom en Italie. La société française a remporté auprès de NTV, premier opérateur ferroviaire privé italien, un contrat de 650 millions d'euros pour la fourniture de 25 rames de train à grande vitesse. Le contrat prévoit par ailleurs une option pour 10 rames supplémentaires et la maintenance des trains pour une période de trente ans.

Epargne : La rémunération du Livret A fixé à 3,5%. Celle du LEP le livret d'épargne populaire à 4,25%. Entrée en vigueur à compter du 1^{er} février. Selon le Premier ministre, le taux du Livret A s'établit ainsi « à un niveau supérieur à l'inflation tout en préservant les conditions de financement du logement social ». Le livret A est détenu par 45 millions de Français.

UBS se recapitalise à l'international. La banque suisse est la principale victime européenne de la crise des *subprimes* américains, avec au moins 14,5 milliards de dollars de dépréciation. Assemblée générale extraordinaire le 27 février pour se prononcer sur un plan de recapitalisation de 13 milliards de francs suisses. Le fonds souverain de Singapour GIC, doit investir 11 milliards de francs suisses dans UBS. Un investisseur du Proche-Orient dont l'identité n'a pas été dévoilée devrait également participer à la recapitalisation.

TGV contre avion. Grand succès du TGV Paris-Strasbourg entré en service en juin 2007. Mais conséquence pour l'aéroport international de Strasbourg-Entzheim : une baisse moyenne du trafic passagers de 14,8% pour l'année 2007. -29,5% sur Strasbourg-Orly. -16,3% sur Strasbourg-Roissy. A l'aéroport de Metz-Nancy-Lorraine, la liaison aérienne avec Paris avait été supprimée avec l'arrivée du TGV dès juin dernier.

Oui, il y aura bien des députés des Français de l'étranger ! Nicolas SARKOZY s'est de nouveau exprimé devant la communauté française de Ryad, puis d'Abou Dhabi, sur la création de députés des Français de l'étranger. Il réaffirme ainsi son engagement. « *Je voudrais d'ailleurs dire, parlant sous le contrôle de Bernard [KOUCHNER], qu'il n'y a aucune raison - si je me heurte à des corporatismes, cela m'est totalement indifférent pour faire ce que j'ai à faire, pour moderniser la France - il n'y a aucune raison que les Français de l'étranger puissent voter pour un sénateur et n'aient pas le droit, comme tous les autres Français, de voter pour député. Il y aura donc des députés qui représenteront les Français de l'étranger, c'est une question d'égalité. [...] Il y a deux millions de nos compatriotes qui vivent à l'étranger, je veux qu'ils aient les mêmes droits que les autres. On ne peut pas dire aux gens : tentez l'aventure de l'expatriation, on en a besoin et en résumé, vous aurez moins de droits que les autres. Vous voterez pour des députés, comme les autres Français.* »

Prise en charge par l'Etat des frais de scolarité. En classe de terminale depuis septembre 2007 et première à partir de septembre prochain. Le sénateur del PICCHIA a posé une question orale au ministre des affaires étrangères, pour attirer l'attention sur les dysfonctionnements actuels dans l'application de cette mesure, en particulier la mauvaise communication aux parents d'élèves français dont certains ne connaissent pas encore cette mesure, la référence aux revenus alors que l'attribution n'en dépend pas etc... Il a demandé que l'AEFE donne de façon urgente des directives claires et précises aux établissements du réseau. Des directives qui tiennent compte particulièrement de la non prise en compte des revenus et du seul avis administratif du Lycée et du consulat. Les Lycées et les consulats n'ayant pas à juger le bien fondé de la mesure mais uniquement à l'enregistrer. Le principe est que tout élève français y a droit pour autant que la scolarité ne soit pas prise en charge par ailleurs. Le budget alloué par le gouvernement et voté par les parlementaires (20 millions d'Euros) étant suffisant pour ces prises en charge. Il a également demandé que les parents d'élèves n'aient pas à faire l'avance des frais de scolarité. Ils n'ont pas à faire crédit à l'Etat.

Dans sa réponse, Monsieur BOCKEL a pris « *l'engagement, [que] des instructions seront à nouveau données aux postes diplomatiques et consulaires, afin que la mesure soit bien comprise, qu'il ne subsiste aucune ambiguïté, notamment sur la rédaction du nouveau formulaire* ». Il a notamment réaffirmé que « *les revenus ont une importance pour l'attribution des bourses, mais non pour la prise en charge par l'État des frais de scolarité.* » Le Secrétaire d'Etat a enfin rappelé que « *S'agissant de l'instruction des dossiers au titre de l'année en cours, l'AEFE a rappelé aux postes diplomatiques et consulaires qu'aucune pièce justificative ne devait être exigée des familles et qu'aucun plafond n'avait été fixé en fonction des revenus déclarés de celles-ci ou du montant des frais de scolarité.* »

Sécurité des Français à l'étranger : la dépêche du Quai d'Orsay. La direction de la Communication et de l'Information du Ministre des Affaires étrangères et européennes publie cette semaine un article faisant le point sur cette « priorité absolue » du Ministère. La publication numérique rappelle qu'une équipe de 15 agents constituée en deux pôles (la Cellule de veille sur la sécurité des Français à l'étranger et la Cellule d'appui aux situations individuelles difficiles) est mobilisée, et annonce que le Ministère souhaite « *renforcer ses moyens d'action en matière de veille et de gestion des crises. Ces équipes travaillent actuellement à se doter des outils les plus modernes de veille et d'anticipation, avec la mise en place d'une structure intégrée, le Centre Opérationnel de Veille et d'Appui à la gestion de Crise (COVAC) qui devrait être opérationnel durant l'été 2008.* ».

Disparition de Michel TETU, époux de notre Collègue à l'AFE, Françoise TETU de LABSADE. Un grand nombre de personnalités du monde de la Francophonie, du Québec et d'Afrique ont assisté à la cérémonie religieuse dans l'église de Givry en Bourgogne. Ils ont rendu hommage à ce grand défenseur de la Francophonie, Professeur émérite à l'Université Laval, Ancien secrétaire général adjoint de l'AUFELF, Fondateur de *L'Année francophone internationale*. *Nous présentons à notre collègue et amie, Françoise TETU de LABSADE, nos condoléances les plus attristées.*

SANTÉ – SOCIÉTÉ – RELIGIONS

La religion et l'Etat. Le président a reçu les responsables des six principales religions pratiquées en France : catholiques, musulmans, protestants, bouddhistes, juifs, orthodoxes. Il a réaffirmé à cette occasion son attachement au principe de la laïcité, un « *principe de respect de toutes les croyances et non un combat contre les religions* », selon David MARTINON le porte-parole de l'Elysée qui a lu un communiqué : « *La reconnaissance du sentiment religieux comme une expression de la liberté de conscience et la reconnaissance du fait religieux comme un fait de civilisation font partie, au même titre que la reconnaissance de l'héritage des Lumières, de notre pacte républicain et de notre identité* ». Ce rappel de l'attachement de Nicolas SARKOZY à la laïcité intervient après ses propos polémiques, à Ryad, sur l'héritage « *civilisateur* » des religions.

La marée noire à 192 millions d'euros. C'est le montant des amendes pour « réparer » la « pollution maritime ». Le groupe Total et trois autres personnes physiques et morales ont été condamnés pour les suites du naufrage du pétrolier Erika survenu au large de la Bretagne en 1999. C'est une première judiciaire en France qui ouvre la voie à la reconnaissance de la notion de « préjudice écologique ». Une centaine de parties civiles - régions, départements, communes, État français, associations -, demandaient au total environ un milliard d'euros de réparations. L'État obtient à lui seul 153,8 millions d'euros. Mais l'affaire n'est pas terminée : Total et les autres condamnés pourraient faire appel du jugement. Un procès en appel pourrait donc être organisé dans environ un an.

Steaks clonés à l'index. Michel BARNIER est « très réservé ». Il n'est pas favorable à l'importation en Europe de viande ou du lait issus d'animaux clonés. L'Agence américaine de l'alimentation et du médicament (FDA) a donné cette semaine l'autorisation de leur consommation. Michel BARNIER n'est pas partisan d'importer le modèle alimentaire américain en Europe. « Nous avons notre propre modèle, qui est fait de produits de qualité, de produits authentiques, de produits diversifiés » estime le Ministre de l'Agriculture.

63,753 millions d'habitants en France au 1^{er} janvier 2008. Chiffre en hausse de 0,6% par rapport au 1^{er} janvier 2007, selon le bilan démographique 2007 de l'Insee.

Le nombre de clandestins en France a baissé de 6%. Pour Brice HORTEFEUX, le Ministre en charge l'Immigration, « le nombre de clandestins, habituellement entre 200.000 et 400.000, a diminué en France pour la première fois depuis une génération » Brice HORTEFEUX assure que la France demeure accueillante pour les « vrais réfugiés politiques », tout en reconnaissant que l'Hexagone n'est plus le premier pays d'Europe pour le nombre de demandeurs d'asile.

Un milliard d'euros pour les banlieues. Il sera consacré au désenclavement de cinquante quartiers prioritaires. Déclaration de Fadela AMARA, la secrétaire d'Etat en charge de la Politique de la Ville. Trois axes majeurs : « emploi, éducation, désenclavement ». Transports, bureaux de recrutement, formations, financement du permis de conduire... seront dans le « plan banlieue » qui sera présenté avec Nicolas SARKOZY le 8 février.

Les experts. En 2007, 3.589.293 crimes et délits ont été recensés en 2007 contre 3.725.588 en 2006, soit une baisse de 3,66%, d'après l'Observatoire national de la délinquance.

Pas permis. 88.698 permis de conduire retirés en 2007, soit 29% de plus qu'en 2006. Dans le même temps, 1,4 million de personnes ont recouvré l'ensemble de leurs points (+ 25%).

CULTURE – NOUVELLES TECHNOLOGIES

8,3 millions de personnes ont visité le Musée du Louvre en 2007. Comme en 2006, dont 3 millions de visiteurs de moins de 26 ans. Depuis 2001, la fréquentation du musée a augmenté de 60%.

Le patrimoine culturel de Vienne en ligne. Dates, photos, dessins, ainsi que les données de quelque 55.000 maisons de la ville sur 160.000. <http://www.wien.gv.at/kultur/kulturgut/>

Le numérique est encore « virtuel » dans les universités françaises. C'est le constat sévère de Henri ISAAC, maître de conférence à Paris-IX- Dauphine, dans un rapport à la Ministre PECRESSE.

CARNET

Décès

Monsieur FOUQUES, le père de notre ancienne collègue Nadine FOUQUES-WEISS, qui était élue en Allemagne. La Rédaction présente ses sincères condoléances à sa famille.

Nominations

Christophe LECOURTIER sera nommé à la direction générale d'UBIFrance.

Véronique ARNAULT, directrice des relations multilatérales et des droits de l'Homme à la direction générale des relations extérieures de la Commission européenne.

Rumeur : Olivier POIVRE d'ARVOR prendrait la tête de la Villa Médicis à Rome.

INFOS Hebdo. Copyright : Robert del PICCHIA. **Editeur :** le sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN. **Clause de non responsabilité :** l'Editeur s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour mais sans garantie. Les informations contenues dans INFOS Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication. **Tel :** +33 1 42 34 26 87. **Fax:** +33 1 42 34 42 08. **Mail :** r.delpicchia@senat.fr